

**«LA FACE CACHÉE DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE. ISLAMISME ET OCCIDENT, UNE ALLIANCE À HAUT RISQUE» DE MEZRI HADDAD**

## La première cyber-révolution de l'histoire

*Mezri Haddad vient de publier un livre qui a l'effet d'une bombe. Rien qu'à lire le titre : «La face cachée de la révolution tunisienne. Islamisme et Occident, une alliance à haut risque», l'intellectuel et écrivain tunisien semble ouvrir le feu sur l'Occident et notamment les Etats Unis qu'il accuse d'être derrière le déclenchement de ce qu'on appelle «Le Printemps arabe». Dans un langage clair et courageux, il revient sur les causes réelles de la révolution tunisienne, une révolution des «laissés pour comptes» qui a été transformée en révolution politique généralisée dans la région arabe, afin de redéfinir la carte. Mezri Haddad argument à l'appui, montre que le pseudo «Printemps arabe» n'est que la face cachée d'un plan géostratégique qui a été*

*conçu par les néoconservateurs sous la présidence de George W. Bush pour la reconfiguration du monde arabe, et qui a été intégralement repris par Obama dès son arrivée à la Maison Blanche. L'auteur tire la sonnette d'alarme sur cette région plus que jamais fragilisée et exposée aux appétits boulimiques des «néo-colonialistes», avec leur cheval de Troie : l'Etat du Qatar, qui voit dans ce changement géopolitique, l'opportunité d'imposer son idéologie wahhabite. Il revient enfin sur ses rapports avec Ben Ali et sur les raisons de sa démission de son poste d'ambassadeur de la Tunisie à l'UNESCO. En voici une première partie des bonnes feuilles.*

### Bonnes feuilles

#### Introduction

(...) Malgré les épreuves subies et la cruauté de la situation, j'ai fait le choix de me relever et de marcher. Marcher, même si je ne vois pas ma route, car la route n'existe que par sa propre marche. Et j'espère qu'en lisant ce livre, tous les grands serviteurs de l'Etat qui ont été honnêtes et intègres dans l'exercice de leur fonction, tous les anciens ministres qui ont loyalement servi la Tunisie et les Tunisiens depuis l'indépendance, tous les destouriens qui étaient probes et fidèles à l'esprit des fondateurs de ce grand parti nationaliste qu'on a décapité, tous les chefs d'entreprise et hommes d'affaires qui ont contribué à l'essor économique du pays en dépit du clientélisme et de la corruption, tous les opposants sincères qui ont préféré la légalité en composant avec le régime, tous les intellectuels ou journalistes dont la résistance passive ou le mécontentement réel n'ont pas été jusqu'à l'immolation par le feu à «Sidi Bou Saïd», comme Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid... que toutes ces personnes qui ont été humiliées après le 14 janvier, qu'on a complexées, culpabilisées, menacées, stigmatisées, désignées à la vindicte populaire,

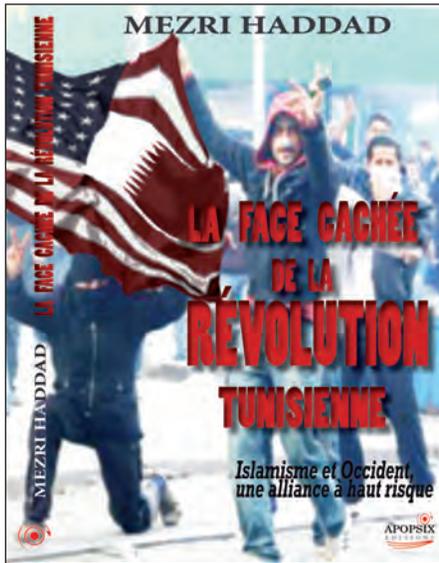


vont redresser la tête et se dire : nous n'étions ni sous le nazisme d'Hitler, ni sous le fascisme de Mussolini, ni sous le totalitarisme de Staline, ni sous la théocratie de Khomeyni, ni même sous l'autocratie du Shah. Nous étions sous une dictature banale que nous n'avons pas su ou pu abolir ; une dictature qui était la moins sanguinaire du monde arabe, économiquement la plus prospère du continent africain, même si elle était les dix dernières années l'une des plus

médiocres sur le plan politique (...).

(...) Je dis cela car, dans cette nouvelle Tunisie que j'observe de près depuis janvier 2011, je vois que la passion démocratique s'exprime aux dépens de la passion patriotique, et dans certains cas même, contre elle. C'est que le moment par lequel la Tunisie passe est, en effet, très grave. Et je ne parle pas encore de la crise politique que traverse l'ensemble du monde arabe. Ce qui sentait le jasmin les premiers jours après la chute du régime tunisien, dégage depuis quelques mois une odeur nauséabonde, celle du tribalisme et de l'obscurantisme en Tunisie ; celle des cadavres par milliers en Libye, en Syrie et au Yémen, sans parler des autres pays qui sont ciblés par les stratèges américains, ceux-là mêmes qui avaient conçu le projet néoconservateur du Grand Moyen-Orient. Et on veut faire croire aux peuples que toutes ces révolutions sont spontanées ! Que cette Grande Discorde (Fitna Koubra) est une bonne chose pour le monde arabe !

Que je vous le dise tout de suite : derrière cette ivresse de la liberté et ce triomphe de la démocratie, se profilent trois poisons mortels : la tentation de l'intégrisme, la



La jaquette du livre

sublimation de l'anarchisme et l'abandon de la souveraineté. Au cas où mes compatriotes ne le sauraient pas encore, il y a pire que la dictature : l'anarchie. Et il y a plus tragique que l'anarchie : la guerre civile. Et il y a plus affligeant que la guerre civil : le retour du colonialisme (...).

### «Aux sources de la conscience politique»

Est-il besoin de rappeler qu'aucun ministre, aucun ambassadeur, aucun consul, aucun autre responsable tunisien, à quelque niveau que ce soit, n'a osé démissionner, ni dans les premiers jours qui ont suivi le départ de Ben Ali, ni encore moins avant sa chute ne serait-ce que d'une heure ? Cet acte unique et de conscience, et non point cynique et politicien, est passé sous silence; mes ennemis de tous bords ont même réussi, sur la Toile en général et Facebook en particulier, à vampiriser cette démission historique par cet extrait de mon interview sur *BFM.TV*, en face d'un Jean-Jacques Bourdin qui avait, comme toujours avec ses invités, le beau rôle du défenseur de la veuve et de l'orphelin, du redresseur de torts. Rama Yade et Rachida Dati en savent quelque chose ! (...).

(...) On l'aura compris, je n'ai pas la prétention d'écrire ici l'histoire d'une révolution tunisienne que de mystérieux étrangers, toujours par exotisme, ont baptisé «révolution du jasmin», alors que les Tunisiens voulaient l'appeler par son véritable nom : la «révolution de la dignité». J'ai juste l'intention de montrer sa face cachée, ses implications géopolitiques sur le reste du monde arabe ; de révéler ce que la majorité ignore et ce qu'une minorité sait déjà, mais n'ose rien dire pour des raisons faciles à deviner.

Cette histoire, comme celle de toutes les révolutions, il faut plusieurs années avant de l'écrire. Il faut beaucoup de documents, plusieurs témoignages et d'enquêtes, des preuves irréfutables, des confidences que seuls les principaux protagonistes –les Tunisiens comme les étrangers- peuvent livrer. Rien de tout cela n'est totalement accessible pour le moment. Et pour cause : l'heure est pour certains à la dissimulation

de certaines archives compromettantes, pour d'autres, au mensonge, à la course aux postes, au partage du pouvoir, à la désinformation et à la manipulation de l'opinion publique. Il faudrait attendre la séquence postrévolutionnaire pour pouvoir porter un regard lucide et objectif sur cette «révolution du jasmin» saluée par Obama et bénie par Qaradhawi et Oussama Ben Laden, avant son élimination bien synchronisée ! (...).

(...) Je craignais les révolutions parce que, bien souvent et aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, elles ont conduit à des régimes encore plus répressifs voire plus sanguinaires que les tyrannies qu'elles ont abattues. Il faut relire la *République* de Platon pour se rendre compte que la succession des régimes ne va pas toujours dans le sens du pire vers le meilleur. Bien au contraire, chez Platon, c'est souvent la démocratie qui enfante la tyrannie. Et il n'y a pas pire tyrannie que celle de la multitude. Polybe désignait le pouvoir de la foule par un concept que Platon n'utilisait pas, celui d'ochlocratie. Malgré la fermeté républicaine et l'audace politique de Béji Caïd Essebsi, c'est sous un régime ochlocratique (soumis à la versatilité de Facebook) que la Tunisie vit depuis janvier 2011, en attendant un retour à la normale, mais sous la norme démocratique, après les élections du 23 octobre 2011 (...).

(...) Toute l'élite intellectuelle et politique avait donc encensé Ben Ali et salué son arrivée au pouvoir. Mais pas moi. J'étais en effet l'un des rares à ne pas faire de déclaration et à ne pas publier d'article, ni en sa faveur, ni contre lui. Ce n'était guère par clairvoyance ou prémonition, mais par subjectivité et fatalisme. Par subjectivité, car le peu que je savais de lui par quelques rares archives et surtout par les témoignages de certains ministres de Bourguiba que je fréquentais à Paris, ne m'encourageait pas à lui faire confiance. Par fatalisme, car je préférerais que ce soit lui plutôt qu'un autre putschiste de l'armée, ou islamiste du MTI car, et quoique l'on dise aujourd'hui, cette double menace n'était pas virtuelle mais bien réelle.

Il est bon de rappeler cette vérité historique car, maintenant que le régime de Ben Ali s'est effondré, certains «grands témoins de l'histoire» ont tendance à réadapter le passé au goût du jour et à réajuster les positions au gré des circonstances. En novembre 1987, il y a bien eu une conspiration islamiste contre la République finissante de Bourguiba. Le «Groupe sécuritaire» du commandant Mansouri avait bien l'intention de renverser le régime pour lui substituer un Etat purifié et conforme aux lois coraniques. Que les services de police aient infiltré ce groupe, que Ben Ali ait par la suite exploité politiquement et médiatiquement ce complot, cela ne fait aucun doute. De là à vouloir arranger l'histoire au profit d'un mouvement islamiste profondément «pacifique» et qui n'a jamais recouru à la violence dans son «combat démocratique», il y a un pas que seuls les impos-

teurs et les opportunistes ont osé franchir (...).

### «Mes quatorze mois à l'UNESCO»

(...) Le lendemain, j'étais convoqué au ministère des Affaires étrangères pour rencontrer Abdelwahab Abdallah. Ne lisant sur son visage aucun signe de joie pour moi, j'avais tout de suite compris que Ben Ali ne l'avait pas consulté avant de prendre sa décision de me nommer. Je pense d'ailleurs que, pour une fois, il n'avait consulté personne...à l'exception peut-être de son épouse ! Je n'avais en effet plus aucun doute sur le fait que Ben Ali ne décidait plus de rien et que c'était Leila Ben Ali qui dirigeait déjà le pays. Je pense aussi que, même devant ce fait accompli, Abdallah avait essayé une ultime manœuvre, par le biais de l'épouse précisément, pour faire revenir Ben Ali sur sa décision. En tout cas une chose est certaine, et c'est le *Maghreb Confidentiel* qui l'a clairement écrit à l'époque : la nomination de Mezri Haddad «serait intervenue contre l'avis du ministre des Affaires étrangères, Abdelwahab Abdallah»(...)

(...) Si le départ d'Abdelwahab Abdallah du ministère des Affaires étrangères fut pour moi d'un grand soulagement, l'arrivée à la tête de ce ministère de Kamel Morjane provoqua en moi une joie immense. Pour une fois, la chance me souriait. Avec Abdallah comme ministre, je n'aurais sans doute pas tenu un semestre. La nomination de Kamel Morjane, le 14 janvier 2010 était un bon présage, pas seulement par rapport à mon avenir immédiat, mais surtout par rapport au devenir du pays. Tous les observateurs tunisiens, l'ensemble des spécialistes étrangers de la politique tunisienne savaient et disaient que Kamel Morjane faisait partie des successeurs très probables à Ben Ali. Certains disaient même qu'une telle relève avait l'assentiment des Américains et l'approbation des Français. Je ne connaissais pas personnellement Kamel Morjane, mais j'avais une très grande estime pour lui. Et pour cause (...).

(...) En quatorze mois passées à l'UNESCO, je n'ai jamais été invité au moindre dîner organisé par mon collègue Raouf Najjar, jamais mis les pieds dans sa résidence. Tout ambassadeur que j'étais, je n'étais pas plus important qu'un François Bennaceur, un Hosni Jemmali, un Pierre Besnainou, un Hakim Karoui, un Elyès Jouini (deux brillants universitaires), un Béchir Mana, un Elyès Ben Chedli, une Sonia Mabrouk, une Sonia Maktouf...sans parler des personnalités françaises qui sont connues dans les milieux des affaires, celui de la politique ou encore des médias. Tel un paria, je devais rester à l'écart de la jet-set franco-parisienne. Un ex-opposant comme moi n'avait pas sa place parmi les «vrais acteurs du lobbying tunisien en France» ! Je devais rester à l'écart de ces cercles bien cadencés dont la plupart des membres ont rallié le mouvement révolutionnaire et sont

➔ même devenu ministres au sein du gouvernement intérimaire.

Parmi les personnes que je viens de nommer, je n'ai rencontré qu'Elyès Jouini, une seule fois lors de la remise de la Légion d'honneur qu'il a obtenue en 2010, Sonia Mabrouk, deux fois dont une au Sénat, et François Bennaceur, que je n'ai pas rencontré chez Raouf Najjar dont il est le voisin, mais chez Eric Besson. Plus exactement au ministère à l'interminable appellation, lors du premier «Dîner citoyen», organisé par ce ministère le 4 mai 2009, en l'honneur de l'intelligentsia tunisienne ou franco-tunisienne en France. Il y avait quarante invités dont Tarek Ben Ammar, Jean-Paul Fitoussi, Serge Moatti, Michel Boujenah, Claudia Cardinale, Albert Memmi, Hatem Ben Arfa, Sonia Mabrouk, Elyès Jouini, Moncef Cheikhrouhou, Mehdi Houas, Samira Labidi... A l'époque, je n'étais pas encore ambassadeur, mais un intellectuel en bon terme avec le régime, comme tous les tunisiens que je viens de citer(...).

## «Les secrets de ma démission de l'UNESCO»

(...) A l'origine de ce qui n'était encore qu'une crise sociale et pas du tout une révolution, il y avait deux raisons majeurs : un chômage endémique qui touchait particulièrement les jeunes et un ras-le-bol général des familles régnantes, principalement des Trabelsi. Bien moins que Ben Ali, c'est cette famille qui catalysait tous les ressentiments et toutes les haines, pas seulement d'ailleurs des classes défavorisées mais de toutes les couches sociales, des plus pauvres aux plus fortunées. C'est le moment d'expliquer aux lecteurs l'histoire du «contre complot» dans laquelle je me sentais partie prenante (...).

(...) Ben Ali n'avait certainement pas l'intention de lâcher le pouvoir avant sa disparition naturelle ; comme tous les chefs d'Etat arabes, il s'inquiétait beaucoup plus de la vie après le pouvoir que de la vie après la mort. Cette décision stupide d'appeler, dès 2010, Ben Ali à se représenter en 2014, avait pour objectif de faire taire cette rumeur insensée selon laquelle son épouse prendrait sa succession. Mais, était-ce seulement un rumeur?(...).

(...) Dès lors, tout devait être entrepris pour faire avorter ce complot contre la République. Silencieusement mais résolument contre cette «alternance» humiliante, certains cadres et militants du RCD –qu'on accuse tous aujourd'hui de trahison- étaient conscients du danger. Il en va de même de certains hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, comme de certains hommes d'affaires influents, dont principalement Kamel Eltaïef. Craignant les foudres du palais et d'éventuelles purges, je suis persuadé qu'ils attendaient tous le moment opportun pour agir contre cette succession voulue par Leila et approuvée par un Ben Ali complètement envoûté par son épouse et diminué par la maladie (...).

(...) Les Tunisiens ne doivent jamais

oublier qu'avant la révolution dite du jasmín, le choix était entre le comique (Sakhr el-Matri) et le tragique (Leila Ben Ali), entre un leurre qui surfait déjà sur la vague de l'islamisme «modéré» et une inculte qui a fait le rêve d'Eva Peron après avoir développé les vices d'Imelda Marcos. A mon petit niveau d'intellectuel engagé, puis d'ambassadeur, j'avais fait le choix politique de soutenir Kamel Morjane. J'avais l'intime conviction qu'avec un tel diplomate à la présidence, rien ne serait plus jamais comme avant. A mes yeux, il était porteur de cette transition pacifique et authentiquement démocratique à laquelle aspirait la société tunisienne. En une année à la tête des Affaires étrangères, il avait rendu à ce ministère le dynamisme, l'efficacité et le prestige qu'il avait à l'époque de Bourguiba, notamment sous le ministère de Mohamed Masmoudi, Habib Chatti, Hassen Belkhodja, Mahmoud Mestiri, Béji Caïd Essebsi, Hédi Mabrouk (...).

(...) Le discours de Ben Ali le 13 janvier aurait pu me convaincre et me faire renoncer à la démission. Après tout, il avait fait toutes les concessions possibles et il était suffisamment fragilisé pour provoquer, dans la panique, le processus démocratique qu'il pouvait, depuis longtemps, amorcer dans la sérénité, s'il avait écouté les bons conseils. Bochra Belhadj Hamida, Mustapha Ben Jaafar, Ahmed Néjib Chebbi et bien d'autres leaders politiques, syndicalistes ou intellectuels ont salué ce «discours historique» qui «ouvre des perspectives». Ces deux derniers, pour lesquels j'ai toujours eu une grande estime, avaient déclaré dans la matinée du 14 janvier, au moment même où ma démission était déjà publique, qu'ils prenaient acte du discours «positif» de Ben Ali et qu'ils étaient prêts à composer avec lui pour entamer tout de suite les réformes nécessaires. C'était une position responsable, courageuse et patriotique de la part de ces deux opposants –cités dans ma lettre de démission-, qui étaient conscients de la gravité du moment et soucieux des intérêts supérieurs de l'Etat. Mais pour moi, ce que Ben Ali avait déclaré dans son discours n'était pas suffisant et ne tenait pas compte de mes conseils : il n'avait pas dit un seul mot, pas fait une seule allusion aux Trabelsi, encore moins à son épouse bien aimée. En d'autres termes, l'origine du mal était épargnée (...).

(...) Je sais qu'après la chute de Ben Ali, plusieurs de ses proches collaborateurs, ou certains communicants arrivés de Paris, ont prétendu lui avoir conseillé de lâcher les Trabelsi. Je n'en sais rien du tout. Je sais par contre que ma déclaration en six points, au premier rang desquels l'arrestation d'Imed et Belhassen Trabelsi, a été rendue public dans les médias français une demi-journée avant le départ de Ben Ali. Aujourd'hui, avec le recul, je ne suis même plus certain qu'il aurait pu sauver son pouvoir en mettant les Trabelsi en prison. Pourquoi ? Parce que la décision de lâcher Ben Ali avait déjà été prise par Washington et que plus rien ne pouvait arrêter l'impla-



“L'histoire de la révolution tunisienne, il faut plusieurs années avant de l'écrire”

cable et discrète machine américaine ! Ainsi finissent les valets de la Maison Blanche (...).

(...) En démissionnant avant la chute de Ben Ali, je n'ai pas pensé à ma carrière diplomatique, ni à mon avenir politique, ni même à la sécurité de mes proches. Six jours après cette démission, à la sortie de l'immeuble pour se rendre à son collège, ma fille aînée (13 ans) a été d'ailleurs interpellée par trois individus de «type maghrébin», comme on dit en France, qui lui ont demandé si elle était «la fille de Haddad». C'était dans la matinée du 20 janvier 2011. Le lendemain, j'ai déposé plainte auprès du parquet du procureur de la République. C'est ainsi que nous avons été placés sous la protection des services spéciaux de la police française 24h sur 24h, durant un mois. (...)

(...) C'est que ma démission a été considérée par Ben Ali, par certains membres de son gouvernement, par les miliciens du RCD et par certains «diplomates de carrière», comme un acte de haute trahison. Ma démission, qui avait aussi mis en danger ma famille en Tunisie et dont on peut s'imaginer les conséquences si Ben Ali n'avait pas été chassé du pouvoir le 14 janvier, exprimait mon aveu d'échec : celui de n'avoir pas réussi à convaincre Ben Ali de cesser le massacre des manifestants et de se débarrasser définitivement de cette racaille de Trabelsi. Elle signifiait aussi que ma présence au sein de l'UNESCO n'avait plus aucun sens et pas la moindre utilité. Parce que beaucoup ne l'ont pas lu, en voici le texte intégral tel qu'il a été reproduit par le quotidien *Le Monde* (...)

(...) C'est dans la nuit du 13 janvier 2011 que j'ai rédigé cette lettre de démission, et c'est le lendemain à 7h20 que je l'ai envoyée par téléfax, de mon bureau à l'UNESCO, au président Ben Ali. Mon ami S.K. –qui est libre de révéler son identité ou de se taire- était présent. J'ai d'abord appelé le standard de Carthage (71742911) et demandé à parler au président. A ma grande surprise, on me l'a passé tout de suite. Surpris, car généralement, le standardiste ou le cabinet vous répond «on vous rappellera plus tard». S.K. a écouté toute cette conversation entre Ben Ali et moi. Le président ne me semblait pas du tout stressé ou paniqué. Bien au contraire, il était calme et avait l'air serein et confiant. En ne prononçant pas le mot démission, je lui ai dit : «J'ai deux feuilles à vous envoyer d'urgen-



ce monsieur le président. Je vous prie de ne pas en confier la lecture à vos conseillers mais de le faire vous-même». Sans perdre son calme, il m'a répondu : «J'espère qu'il n'y a rien de grave (in chAllah quîr). J'ai déjà congédié ceux auxquels vous pensez. Je vais personnellement lire votre message». «Puis-je avoir votre numéro personnel?», lui ais-je alors demandé. «Mais vous ne l'avez pas ?» m'a-t-il répondu. «Non Monsieur le Président, je ne l'ai jamais eu». Je l'ai alors entendu demander à quelqu'un de lui rappeler le numéro en question. C'est le «71 997 737», m'a-t-il dit en ajoutant «j'attends votre téléfaxe. De toute façon, je comptais vous appeler aujourd'hui même pour vous dire de rentrer, car j'ai des choses importantes à vous dire» (...).

### «La chute de Ben Ali était programmée»

(...) Certains responsables Tunisiens étaient tout à fait conscients de la colère sociale qui se profilait, mais personne n'a vu venir la «révolution» du 14 janvier. A l'exception des deux pays qui ont très largement contribué à sa provocation – c'est-à-dire à transformer une révolte sociale en révolution politique-, et des renégats qui étaient à leur solde, aucun autre pays du monde, aucun centre de géopolitique, aucun stratège n'a prévu l'écroulement de «l'invulnérable dictature policière» avec une rapidité aussi déconcertante. Pour moi, ces deux pays sont les Etats-Unis et la royauté du Qatar (...).

(...) Comme je vais le démontrer dans les chapitres prochains, la reconfiguration du monde arabe est un plan géostratégique qui a été conçu par les néoconservateurs sous la présidence de George W. Bush, et qui a été intégralement repris par Obama dès son arrivée à la Maison Blanche. Barack Hussein Obama, la colombe aux ailes de faucon, et sa Secrétaire d'Etat Hillary Rodham Clinton, l'hirondelle du «printemps arabe», n'attendaient que le moment opportun pour provoquer le «chaos créatif» dans le monde arabe (...).

(..) Ce n'était donc pas une révolution de la misère, comme on a voulu le faire croire, mais une révolution de la prospérité et de la croissance mal répartie entre les différentes couches sociales et entre les différentes régions du pays. Ce n'était pas une «révolution du jasmin», mais de la liberté et de la dignité. Plutôt que la fausse gifle de

Mohamed Bouazizi, c'est le soulèvement des ouvriers du bassin minier de Gafsa, au début de l'année 2008, qui aurait dû déclencher la révolution tunisienne. Mais à ce moment-là, les plans de Washington étaient encore à l'étude et l'armée n'avait pas d'état d'âme pour rétablir l'ordre ! (...)

(...) Ainsi, lorsque le pacifisme subversif ne produit pas les effets escomptés (Tunisie, Egypte), on passe alors au plan B: le bellicisme graduel (Libye, Syrie, Yémen), qui consiste à payer des mercenaires, y compris les barbares d'Al-Qaïda, pour attaquer d'innocents civils et en faire endosser la responsabilité aux forces de l'ordre qui ont déjà beaucoup de sang sur les mains. Tout cela pour légitimer ensuite une intervention militaire de l'OTAN, au nom de l'ingérence humanitaire, pour employer une expression chère à Bernard Kouchner. L'intervention militaire française en Libye, sous le «commandement» philosophique du nouveau Clausewitz français, Bernard-Henri Lévy, coûte à la France 1 million d'Euros par jour. A moins que la facture soit payée par le Qatar, on espère un retour sur investissement après la chute de Kaddafi. Mais qui a mandaté BHL pour se substituer au Quai d'Orsay ? Par qui a-t-il été élu pour entraîner la France dans une guerre qui n'était pas dans son intérêt mais dans celui des Etats-Unis ? Monsieur Sarkozy a fait en Libye ce que Jacques Chirac a toujours refusé de faire en Irak. Les forces de l'OTAN ne se sont pas gendarmées pour protéger les civils libyens de leur dictateur, qui est effectivement un sanguinaire, mais pour détruire l'armée nationale au profit des groupes qui ne sont pas des révolutionnaires mais des réactionnaires et des intégristes à la solde du Qatar, des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la France et de la Turquie. L'enjeu est évidemment la démocratie chez Kaddafi, c'est-à-dire le partage équitable des richesses de la Libye entre ces cinq pays, plus exactement entre les multinationales qu'ils contrôlent. La France ne s'est engagée dans cet exaltant combat pour les «droits de l'homme» qu'après avoir eu l'assurance du CNT qu'une fois la Libye «indépendante», c'est-à-dire mise sous protectorat occidental, elle aura sa part «légitime» du pétrole libyen (...).

(...) A la suite du second congrès, tenu à Mexico du 15 au 16 octobre 2009, où Hillary Clinton s'est personnellement déplacée, et auquel ont assisté beaucoup d'internautes arabes y compris des Tunisiens, Eva Golinger a écrit ce commentaire on ne peut plus clair : «Ce sommet a...rassemblé des experts en nouvelles technologies et réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter et YouTube, ainsi que des fonctionnaires des agences de Washington, spécialistes dans la subversion et la déstabilisation de gouvernements non inféodés à l'agenda de Washington. Le but était de former ces jeunes à l'usage des réseaux sociaux pour promouvoir des actions politiques contre leur gouvernement». En d'autres termes, former les lea-

ders de la blogosphère aux techniques des renversements de régimes par la non-violence (...).

(...) Si puissants soient leurs moyens financiers et technologiques, je ne pense pas que ce soient les Etats-Unis qui aient fait la «révolution du jasmin». Ils l'ont juste conjecturée, provoquée et accompagnée. Celle-ci a été faite par mes jeunes compatriotes, qui y étaient psychologiquement et moralement prédisposés tant l'injustice, la prévarication et le chômage étaient intolérables. Réduits à des Moutons de Panurge ou à des idiots utiles, certains jeunes Tunisiens, intellectuellement vulnérables et politiquement inexpérimentés, ont été «pavlovisés», hypnotisés même par des groupes et des individus qui étaient tout sauf des Tunisiens ! Faire que le sentiment d'appartenance à la communauté Facebook soit plus fort que le sentiment d'appartenance à la communauté nationale, tel est le génie des stratèges de la mondialisation, cet autre nom de l'impérialisme. Ce qui s'est passée en Tunisie est sans doute la première cyber-révolution de l'histoire, mais c'est aussi la toute première révolution cosmopolite et multinationale. Je ne parle évidemment pas du moment physique de la révolution mais de sa séquence virtuelle et de son accompagnement logistique et politico-médiatique. Pour être clair, des conseillers américains dirigeaient les actions en temps réel, notamment Alec Ross, l'architecte de la «diplomatie digitale 2.0» (...).

(...) En Tunisie, les premières images des manifestants impitoyablement tués par balles, notamment dans la ville de Kasserine, «ont sans doute représenté le point de non-retour pour cette crise sociale devenue révolution politique, et c'est incontestablement l'effet Facebook», écrit à juste titre Pierre Haski. On sait maintenant qui a filmé ces scènes et, surtout, qui les a exploitées pour envoyer la jeunesse tunisienne se faire tuer. De même que l'on sait qui a menti sur les raisons du suicide de Mohamed Bouazizi, qui a inventé la gifle, qui a fait de lui un bac plus 4, qui a inventé le mythe du «Général qui a osé dire non à Ben Ali» et qui a lancé l'intox des «snipers» qui visaient les manifestants... etc. Par contre, on ne sait toujours pas ce que sont devenu les «5 snipers israéliens» arrêtés en plein Tunis. On n'a, en effet, plus jamais parlé de «l'arrestation de 5 snipers israéliens», une «information» diffusée le 19 janvier 2011 sur dailymotion et reprise en boucle par Al-Jazeera ? Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils n'étaient pas des israéliens mais des occidentaux. Ce n'est pas Ben Ali qui les a sollicités, mais leur gouvernement qui les a envoyés en mission pour semer la panique et la pagaille en Tunisie ; un avant-goût de ce qui se passera plus tard en Syrie et en Libye, où on a d'ailleurs parlé d'armes israéliennes livrées à Kaddafi, une désinformation lancée à partir de l'officine anglo-américain à Doha : Al-Jazeera (...).

A suivre